

*En Thuringe, dans l'ancienne Allemagne de l'Est, l'AfD, parti d'extrême droite, a remporté pour la première fois les élections régionales. Son succès est le fruit d'un modèle économique à bas salaires, particulièrement inégalitaire et socialement violent, qui a lui-même alimenté la réaction anti-migrants.*

\*\*\*

Le 1<sup>er</sup> septembre 2024, des élections ont eu lieu dans les États de Thuringe et de Saxe, dans l'est de l'Allemagne, et l'extrême droite a obtenu les résultats escomptés. L'Alternative für Deutschland (AfD) a obtenu 32,8 % et 30,6 % dans chacun de ces États, devenant ainsi le parti le plus populaire en Thuringe et arrivant juste en deuxième position en Saxe. On s'attend à ce que le résultat soit similaire lors du vote du 22 septembre prochain dans un autre État de l'Est, le Brandebourg.

Les médias attribuent en grande partie cette situation aux conditions « exceptionnelles » qui règnent à l'Est : la plupart des gens ont été socialisés par la vie dans la République Démocratique Allemande (RDA) qui s'est effondrée en 1989-1990 et, en tant que tels, ne soutiennent pas pleinement la démocratie. Les partis autoritaires comme l'AfD sont censés faire appel à cette socialisation. Le fait que l'AfD soit en tête parmi les jeunes électeurs et les jeunes électrices dément totalement cette idée. Le succès de l'AfD est plutôt le résultat d'un modèle économique défaillant qui a simplement affecté l'Allemagne de l'Est de manière plus significative jusqu'à présent.

## Made in Germany

Allemagne, années 2000 : un pays en crise, internationalement connu comme « l'homme malade de l'Europe ». L'économie stagne et le taux de chômage dépasse les 10 %. Dans ce contexte, le gouvernement dirigé par une coalition de sociaux-démocrates (SPD) et de Verts a formulé une série de politiques connues sous le nom d' « Agenda 2010 » afin de restaurer la « compétitivité » économique.

Cherchant à restreindre les aspects « excessifs » de l'État-providence, il a institué une série de réformes néolibérales : les niveaux de pension ont été abaissés, un vaste secteur de bas salaires a été introduit et les droits en matière d'emploi ont été restreints. Dans le même temps, un marché d'exportation en pleine expansion est apparu au milieu des années 2000 grâce à l'expansion de l'Union européenne en Europe de l'Est et du Sud.

Cette situation a jeté les bases du régime de bas salaires qui a alimenté la croissance économique allemande à partir des années 2000 : Les entreprises allemandes ont réduit leurs coûts de production en abaissant les coûts salariaux, en menaçant de délocaliser leur production en Europe de l'Est pour obtenir à plusieurs reprises des concessions de la part des syndicats. Elles déversaient ensuite leurs produits bon marché sur le marché intérieur européen, évinçant ainsi les producteurs locaux.

Les capitalistes allemands ne dépendaient donc pas d'un marché intérieur basé sur le pouvoir d'achat des travailleurs allemands pour une grande partie de leurs profits, ce qui leur permettait d'appauvrir la classe travailleuse allemande sans conséquences immédiates. Ils ont pu transférer un volume important de richesses par le biais de la baisse des salaires. C'est ainsi qu'un ménage allemand [médian](#) est moins riche qu'un ménage

## L'Allemagne de l'Est : appauvrie, ignorée

Après l'annexion de l'Est à l'Ouest en 1990, de larges pans de l'économie est-allemande ont été privatisés et vendus à bas prix à des entreprises ouest-allemandes. Cela s'est traduit en grande partie par la saisie des actifs et l'arrêt complet de la production, avec licenciement de la main-d'œuvre. Cela a façonné l'économie de l'Allemagne de l'Est jusqu'à aujourd'hui : comme peu de grandes entreprises s'y sont installées, elle est dominée par de petites sociétés orientées vers le marché intérieur - qui était lui-même très limité par les salaires inférieurs en Allemagne de l'Est à la suite de l'annexion.

Plus de trente ans plus tard, les travailleurs d'Allemagne de l'Est gagnent toujours 800 euros de moins par mois en salaire brut que leurs homologues de l'Ouest. De ce fait, l'économie de l'Allemagne de l'Est est consolidée à environ 80 % du niveau de l'économie de l'Allemagne de l'Ouest et est beaucoup moins résistante en cas de crise.

### Stagnating wages (2015=100)



## Réfugié.es, richesse économique et crise

À la suite de la guerre en Syrie, l'Allemagne a été confrontée à un nombre toujours croissant de réfugié.es, atteignant un pic en 2016 avec 745 545 demandes d'asile. Confrontés à une crise démographique croissante en raison de la baisse des naissances, les capitalistes et l'élite politique ont soutenu l'acceptation d'un grand nombre de réfugiés comme moyen d'obtenir une main-d'œuvre bon marché. Le président du conseil d'administration de Daimler AG, Dieter Zetsche, a même présenté les réfugié.es comme la

D'autres dirigeants de grandes entreprises allemandes ont tenu des propos similaires, associant les réfugié.es au succès futur de l'économie allemande. Un sens commun s'est établi, considérant un afflux constant d'immigration comme nécessaire pour maintenir la croissance d'une économie fondée sur la suppression des salaires et de plus en plus confrontée à une crise démographique. C'est ce que l'on a appelé la « *Willkommenskultur* » (Culture de l'accueil), tant vantée. Cet humanitarisme libéral a permis de considérer les réfugié.es essentiellement comme une ressource économique utile, et non comme des êtres humains ayant droit à l'asile.

Aujourd'hui, cependant, la perspective dominante a changé : la plupart des partis politiques, à l'exception de [Die Linke](#), de plus en plus marginal, promettent de réduire l'immigration et une grande partie de la société la considère comme une source de criminalité et non comme une source de croissance. Le gouvernement actuel a adopté, à la fin de l'année 2023 et très récemment, à la suite d'une agression au couteau, de nouvelles lois accordant des pouvoirs accrus à la police, renforçant la surveillance des réfugiés.es et restreignant le droit d'asile. En outre, l'aide sociale, associée aux immigré.es pauvres, a également été présentée sous un jour plus négatif : une large majorité soutient désormais la réduction des allocations pour les chômeurs.ses et le travail forcé pour ceux qui reçoivent une telle aide.

Ce revirement soudain est une conséquence de la crise dans laquelle se trouve le modèle économique allemand actuel : l'invasion russe de l'Ukraine en 2022 a entraîné une flambée des prix de l'énergie qui a eu un impact considérable sur l'économie allemande, car une grande partie de ses exportations provenaient d'industries à forte intensité énergétique. La stagnation de l'économie mondiale a en outre entraîné une baisse de la demande internationale de produits allemands, tandis que le protectionnisme croissant menace de fermer les marchés d'exportation.

Dans une telle situation, l'économie allemande a stagné, les ménages étant confrontés à des factures croissantes sans que leurs revenus n'augmentent. Le gouvernement fédéral – une coalition libérale-centriste composée du SPD, des Verts et des néolibéraux-démocrates – a réagi en gérant la crise par l'interventionnisme économique au nom des entreprises, la modération salariale et l'appauvrissement de la population en refusant d'adopter des mesures de contrôle des prix pour faire face à l'inflation croissante.

Conséquence : alors que les grandes entreprises ont enregistré d'importants bénéfices, les salaires réels des travailleurs.ses ont chuté au niveau de 2015, effaçant ainsi une décennie de croissance salariale. La plupart des gens n'ayant pas profité de manière significative des taux de croissance économique considérables depuis des décennies, la société était prête pour un mécontentement majeur.

Cependant, la société allemande a surtout exprimé son mécontentement en blâmant les immigré.es, car l'identification des immigré.es au destin de l'économie a montré son côté sombre. Alors que les immigré.es étaient associé.es à la croissance future, ils sont aujourd'hui largement associés au déclin actuel. L'ancien consensus soutenu par tous les partis à gauche de l'AfD s'est dissous et un nouveau sens commun a été établi par l'opposition de droite, composée de l'AfD, des démocrates-chrétiens et des médias à sensation, réorientant le mécontentement naissant : l'anti-collectivisme, l'austérité, la loi et l'ordre et le racisme sont devenus le nouveau sens commun en utilisant les divisions au sein des classes et entre elles, se cristallisant autour de la figure de l'immigré clandestin.

Les médias et les partis conservateurs présentent constamment des histoires de réfugiés criminels qui dépendent de l'aide excessive de l'État et qui vivent sur le dos des Allemands surtaxés. Cette situation a trouvé un terrain propice grâce à un régime de bas salaires qui a aggravé la situation des travailleurs. [ses allemand.es](#) et suscité des sentiments de concurrence et de jalousie.

Chômeurs contre salariés, réfugiés contre autochtones, méritants contre non-méritants, grévistes contre le grand public, tous ont été montés les uns contre les autres pour populariser un programme économique visant à restaurer la rentabilité de l'économie allemande. Le relèvement de l'âge de la retraite, la restriction du droit de grève, la réduction des impôts pour les riches, le recours au travail forcé pour les chômeurs et la discipline de la classe ouvrière immigrée par la menace d'une répression accrue et de déportations sont devenus des propositions courantes de l'opposition, qui bénéficient d'un large soutien de la part de l'opinion publique. En divisant la population, l'AfD a pu isoler le modèle économique des critiques populaires.

Entre-temps, elle a pu se nourrir du mécontentement suscité par les politiques du gouvernement, car les propriétaires de petites entreprises, affectés par la faiblesse du marché intérieur et l'augmentation des factures d'énergie, les travailleurs professionnels et les commerçants menacés par la mondialisation, ainsi que les agriculteurs qui dépendent de la Russie comme marché d'exportation et qui sont confrontés à une concentration croissante de leur industrie dans quelques conglomérats agricoles, sont venus gonfler les rangs du parti. Cependant, il a également fait des incursions dans la classe travailleuse au sens large, en utilisant le racisme et d'autres conflits internes à la classe comme outils pour la diviser, ce qui a été facile en raison de la [désorganisation](#) actuelle de la classe travailleuse.

Le gouvernement actuel – le centre libéral – a réagi en adoptant simplement le programme de l'opposition avec des retards : les Verts ont critiqué les grèves « excessives » comme une menace pour l'économie, le gouvernement a reculé sur toute réforme majeure de la protection sociale et a placé les immigrés sous surveillance générale pour avoir refusé de soutenir le soutien inconditionnel de l'Allemagne à la guerre génocidaire d'Israël à Gaza, tout en essayant d'affaiblir le soutien à l'AfD par une [montée de l'autoritarisme](#). Pourtant, cela n'a fait que renforcer la véracité du nouvel agenda de la droite, tout en confirmant l'autoprésentation de l'AfD comme le seul véritable parti d'opposition.

Ce programme a particulièrement bien fonctionné en Allemagne de l'Est, où l'économie fragile dominée par les petites entreprises a toujours reposé sur des bases fragiles, et où la crise du modèle actuel a été particulièrement ressentie. Avec une pauvreté considérable et un sentiment d'inadéquation dû aux inégalités persistantes entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est, il a été particulièrement facile de monter les travailleurs immigrés et allemands les uns contre les autres dans cette région.

Entre-temps, la plupart des structures collectives ont été dissoutes par l'austérité dans le sillage de l'annexion en 1990, ce qui a permis à l'AfD de se développer plus facilement et d'essayer de s'établir en tant que « *Volkspartei* » (parti de masse). Mais il ne faut pas tomber dans le piège selon lequel l'AfD n'est qu'un problème est-allemand : lors des récentes élections au Parlement européen, l'AfD était le deuxième parti le plus populaire dans les États du sud de l'Allemagne, à savoir la Bavière et le Bade-Wurtemberg.

Pourtant, ce succès de l'opposition de droite est tout autant la conséquence de l'[échec de Die Linke](#), théoriquement l'alternative de gauche à ce gouvernement. Ses contradictions

**Le modèle capitaliste allemand est responsable de la**  
**montée de l'extrême droite**

<https://www.contretemps.eu> **redaction**

internes entre des factions cherchant à être un partenaire « responsable », cherchant à abandonner sa position anti-OTAN, et des éléments plus radicaux, ont été mises à nu à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine, rendant le parti tout simplement inopérant.

Die Linke n'a pas réussi à exprimer une position unifiée : ses dirigeants populaires se contredisent constamment en se disant favorables aux livraisons d'armes à l'Ukraine, en soutenant les négociations ou autre chose. En tant que tel, il a tout simplement cessé d'être considéré comme pertinent, l'AfD étant le seul parti à s'opposer fondamentalement à la montée du militarisme et à un gouvernement incapable d'apaiser un mécontentement croissant dû à l'inflation et à une économie défailante.

Avec la [Bündnis \(L'Alliance\) Sahra Wagenknecht](#), une nouvelle force d'opposition a émergé, en rupture avec Die Linke, qui critique la montée du militarisme allemand et le soutien militaire à l'Ukraine (et, fait unique, le soutien de l'Allemagne à la guerre génocidaire d'Israël contre la Palestine). Mais au-delà de ces sujets, ce nouveau parti a surtout accepté les récits de la droite : il cherche à réduire les allocations de chômage, à détériorer la vie des immigrés et à enraciner davantage un programme de « loi et ordre ». Si la gauche reste incapable de mettre en place une opposition convaincante, le glissement vers la droite ne fera que s'accroître, sans qu'aucune issue favorable ne soit en vue.

\*

Felix Helberg vit dans l'est de l'Allemagne et est actif dans la mobilisation antifasciste et la solidarité.

Publié initialement par [Jacobin](#). Traduit par Christian Dubucq pour *Contretemps*.